

LE DOSSIER DE RSHD

Où va la presse ? Une France sans journaux ?

La France va-t-elle assister, impavide, à la disparition de la presse quotidienne, et d'abord de la presse nationale, celle que l'on appelait, autrefois, quand elle se portait bien, « la presse de Paris » ? Il est vrai que la menace pèse d'abord sur la presse quotidienne nationale (PQN), même si la presse régionale ne se porte pas beaucoup mieux. Mais pour la presse nationale, la crise est ancienne, attestée, au jour le jour, par des grèves qui l'épuisent, qu'il s'agisse de la rédaction ou de la distribution. Mais s'il y a crise et si cette crise atteint son stade ultime, c'est au nom des deux principes éminents qui font la noblesse de la presse quotidienne et qui, aujourd'hui, volent en éclat : la quotidienneté et la précarité d'une information qui, faute d'être présentée en temps, heure et minute, perd toute valeur et entraîne avec elle son support.

Les nuages qui s'accumulent sur la presse quotidienne nationale et qui pourraient avoir raison de son existence même, suscitent l'angoisse dans un pays fondateur, depuis Théophraste Renaudot, libérateur de cette presse, au nom du combat démocratique qui en a fait son enjeu et son allié. Car, le mouvement démocratique n'aurait jamais vu le jour et ne l'aurait jamais emporté sans l'appui de la presse. La Révolution n'aurait pas existé sans « Le Père Duchesne » d'Hébert, sans « l'Ami du peuple » de Marat. 1830 est d'abord une révolution pour et par la presse. 1848 provoque une exceptionnelle floraison de presse. Zola n'aurait pu dénoncer l'injustice faite à Dreyfus sans « l'Aurore » de Clémenceau. La presse est une liberté publique fondamentale, autant que la liberté d'opinion, le droit de réunion, la liberté d'aller et de venir. Comment ne pas y être passionnément attaché, comme ses défenseurs historiques, quand le pouvoir entendait la bâillonner ? Comment ne pas observer, aujourd'hui, cet autre péril, qui n'est plus dans la répression, mais dans son existence ?

Car la crise est déclarée, mortelle, et c'est si vrai que Nicolas Sarkozy vient d'annoncer la tenue d'états généraux de la presse. Leur premier rôle sera de dresser un état des lieux, cad de diagnostiquer le mal qui peut l'emporter et qui se situe à trois niveaux.

Copié-collé

La presse écrite va mal, comme support de communication. Son électorat ne cesse de diminuer, à la mesure de la fortune de la presse-magazine qui, toutes les semaines, résume ce que les Français n'ont pas lu dans la presse quotidienne. « Le Monde » a perdu plus de 8% de ses lecteurs en quatre ans. « Libération » qui avait bénéficié, et d'un lifting et des élections de 2007, renoue avec la baisse de son lectorat. Si la demande des lecteurs évolue négativement, l'offre de presse n'est pas meilleure, avec une grave perte de substance. Articles non signés ou, si c'est le cas, par des inconnus mal payés, disparition des éditoriaux, tribunes et autres articles qui ont toujours donné à la presse sa ligne et son sens. La presse d'opinion est morte,

- 4 -

dit-on, depuis des lustres, mais la presse d'information ne se porte pas mieux. La

technique universelle de rédaction est celle du journaliste devant son écran, en quête de dépêches d'agence ou de commentaires cousus main que l'on retrouve dans tous les journaux, hormis ceux -très rares- de la PQN qui peut s'offrir un vrai commentateur. C'est si vrai qu'un évènement de portée européenne comme le « non » irlandais au traité de Lisbonne, qui méritait un commentaire pointu de spécialiste, a été traité à partir de dépêches, toutes les mêmes, et plus jamais d'une analyse de spécialiste, jugée trop chère ou inexistante.

Sur le Net, la planète en trois lignes...

D'ailleurs, et c'est la deuxième facette de la crise actuelle, pourquoi acheter un quotidien, alors que l'écran du Net donne accès à une information planétaire, brute, sans commentaires, mais qui répond au besoin d'information ? La concurrence des médias électroniques et souvent gratuits, hormis les articles mis en lignes et payants, à ce titre, peu consultés, devient insupportable pour la presse écrite et justifie le cri d'alarme du premier éditeur mondial, Rupert Murdoch, qui estime que le coût et l'impression du papier vont ruiner la presse.

La ruine est-elle déjà là ? Tous les grands quotidiens nationaux, du matin et du soir, perdent de l'argent, à l'exception du « Parisien », « Le Monde » et « Le Figaro » ont perdu de l'argent, en 2007. « Libération » est sorti du rouge après une purge de la rédaction et une augmentation de capital qui a coûté près de 30 millions d'€ à Edouard de Rothschild. Cette crise financière endémique de la PQN conduit à des plans de restructuration, appellation vertueuse d'une austérité qui appauvrit les journaux et accélère leur décrépitude. « Le Monde » supprime 90 emplois, en 2005, 130, en 2008 dont 90 journalistes, sans parler de la vente d'actifs pour se désendetter. Mais le résultat est immuable : baisse de la pagination, suppression de rubriques, voire majoration du prix. La crise et les mesures d'économies qu'elle impose devraient améliorer la qualité du journal. Mais il n'en est rien : il est appauvri et souvent plus cher. « Le Monde » va perdre trois pages par jour. Et comme ces mesures d'austérité, souvent, n'y suffisent pas, alors, il faut recapitaliser et surgissent les bailleurs de fonds qui ne sont pas toujours des mécènes désintéressés.

Haut-Doubs : la presse française... en Suisse ?

Si la France, dans cette crise mortelle, ne faisait que prendre sa part d'une épreuve, non pas mondiale, mais qui frappe l'hémisphère nord, à défaut des pays émergents où la presse progresse, sans doute, devrait-on se résigner. Mais la France paye cher une crise aux racines bien... françaises. C'est d'abord le prix des journaux, totalement inaccessible à 1,20 ou 1,30 €, prix des concessions faites au Syndicat du Livre, en situation de monopole dans les imprimeries. Et que l'on n'allègue pas le désintérêt du public pour la lecture de presse ! La montée en puissance de la presse gratuite démontre le contraire. La stratégie syndicale vérifie, comme chez les cheminots, l'absolue priorité des intérêts corporatistes par rapport à la sauvegarde et l'expansion de l'entreprise. Prix exorbitants, contenu appauvri et standardisé, au gré de réformes de structures qui, comme à la SNCF, réduisent les dépenses, mais ne majorent pas les recettes.

- 5 -

Si le prix augmente, si le contenu plonge, la diffusion reste une véritable plaie. Le personnel des NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne)

décète la grève pour protester contre des suppressions de postes, donc l'interruption de la distribution, mal mortel pour la presse quotidienne. C'est le coup de grâce pour cette presse, dans la France rurale où elle arrive déjà irrégulièrement, sans la moindre flexibilité, mais où le nombre d'exemplaires vendus suscite une totale indifférence, donc l'absence de toute correction. Et, curieusement, si la fiabilité de la distribution est inexistante, par exemple, dans le Haut-Doubs, elle est, en général, totale en Suisse voisine. Non contente de représenter le seul marché de l'emploi, la Suisse peut-elle revendiquer le statut de point de vente privilégié... pour la presse française ?

Précarité et rigidité de la distribution ? Il y a pire pour les NMPP : c'est l'incapacité d'augmenter le nombre des points de vente. Le prix à payer est lourd. L'éditeur allemand, Grün und Jahr, qui envisageait le lancement, en France, d'un quotidien « people », sur le modèle du « Bild » à grande diffusion (800.000 ex.) a dû renoncer, après un an ou deux de travail sur le N°0 : les NMPP étaient incapables d'augmenter significativement le nombre de points de vente. Comment s'étonner, dès lors, que l'Etat traîne les pieds pour reconduire ses subventions au Transport-Distribution, soit 242 millions d'€/an, et à la Poste, soit 400 millions dont 1/3 pour la baisse des tarifs postaux et 2/3 pour la distribution en zone rurale ? L'Etat subventionne la distribution postale en zone rurale, alors que les NMPP s'avèrent incapables d'assurer une diffusion régulière et flexible à un nombre suffisant de points de vente.

La presse écrite nationale du matin -« Libération », « le Figaro », « l'Humanité », « la Croix » et « le Parisien »- a-t-elle encore un avenir ? On voudrait se tromper, mais, sur les bases actuelles, son sort apparaît scellé, tant les remèdes semblent inopérants et les racines du mal profondes. La concurrence des médias électroniques ne peut qu'augmenter. La publicité qui a chuté de 11% en quatre ans pour « le Monde » ne devrait pas progresser, malgré sa disparition des chaînes publiques. La part de la presse dans la publicité, soit 40,5%, ne peut que diminuer sous la pression de la publicité sur le Net. Quant au prix, il faudrait le réduire de moitié, alors que la distribution qui obéit aux mêmes plaies depuis des années, sans l'ombre d'un progrès, n'a aucune chance de s'améliorer. Si la PQN française sauve son existence, ce sera grâce à des groupes de presse détenus majoritairement par des capitaux industriels, contrairement aux Anglo-Saxons et aux Allemands qui ont de véritables groupes de presse. D'ailleurs, si la PQN disparaît, qui le verra ? Les lecteurs de province, de moins en moins nombreux ? Les abonnés et points de vente ruraux dont l'antenne immuable est : « Tout est là », même s'il n'y a rien ? La réponse ne fait guère de doute : quand le « papivore », Robert Hersant, racheta des titres prestigieux ; comme « l'Aurore », pour les faire disparaître, qui s'en émut ? Quand l'éditeur romand, Edipresse, racheta « La Suisse » et le vénérable « Journal de Genève », tous disparus, qui s'en étonna ?